

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 15 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NANTES METROPOLE

2 cours du champs de Mars
44300 Nantes

Référence : N3-2025-1105
Code AIOT : 0006302173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement NANTES METROPOLE implanté au lieu-dit Tougas 44800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NANTES METROPOLE
- Lieu-dit Tougas 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006302173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entre 1967 et 1992, a été exploitée, au lieu-dit Tougas à St-Herblain, une installation de stockage de déchets non dangereux.

D'importants travaux de réhabilitation ont été réalisés sur ce site entre 1997 et 2000.

L'arrêté préfectoral du 06-08-2014 encadre les modalités de suivi de post-exploitation de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, articles 3-1 et suivants	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 4-1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Fin de suivi	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 4-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Gestion des lixiviats - Collecte	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des lixiviats - Traitement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Autres activités	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, articles 2-1 et 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fait part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, articles 3-1 et suivants
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Article 3-1 : Les garanties financières sont constituées en application de l'article L516-1 du code de l'environnement, de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la surveillance du site, l'intervention en cas d'accident ou de pollution et la remise en état du site (...) Article 3-2 : Montant des garanties financières (...) Article 3-3 : Établissement des garanties financières L'exploitant tient à la disposition du préfet et de l'inspection des installations classées : - le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues

<p>par l'arrêté ministériel du 31-07-2012 ;</p> <p>- la valeur datée du dernier indice publié TP01.</p> <p>Article 3-5 : Actualisation des garanties financières</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :</p> <p>- tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; (...).</p> <p>Article 3-7 : Levée de l'obligation de garanties financières</p> <p>L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ISDND est toujours en phase de post-exploitation.</p> <p>Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une attestation de constitution de garanties financières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le montant des garanties financières en actualisant les montants de l'indice TP01 et du taux de TVA, puis, transmettre au préfet, dans les meilleurs délais, une attestation de constitution de garanties financières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°2 : Programme de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 4-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans (à compter de la fin d'exploitation). Il comprend, en particulier, la poursuite de la gestion des lixiviats et des biogaz, ainsi que le suivi de la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que le suivi topographique de la zone couverte et en tant que de besoin, l'entretien des installations (digues, couvertures, fossés, bassins, ...) et des équipements (puits et réseau de collecte des lixiviats et biogaz, torchère, clôture, ...). (...)</p> <p>L'année de fin d'exploitation à considérer est celle où les apports de déchets ont cessé, c'est à dire 1992.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le suivi de l'installation est réalisé via la passation de marchés publics. Cependant, aucun document récapitulant l'ensemble des actions menées n'a pu être présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de suivi de l'installation de stockage de déchets. Ce programme inclut l'ensemble des points précisés à l'article 4-1 de l'AP du 06-08-2014 (en particulier, le suivi concernant les bassins, les digues, les fossés internes au site, les fossés périphériques et les étiers). Il précise, pour chaque thématique, les actions réalisées et l'entreprise ou la structure qui les réalisent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Fin de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 4-2
Thème(s) : Situation administrative, Fin de suivi
Prescription contrôlée : Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi définie à l'article ci-avant, l'exploitant adresse au préfet, un dossier comprenant : <ul style="list-style-type: none">- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ;- un mémoire sur l'état du site accompagné des mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.
Constats : En 2023, plusieurs études ont été menées par la société ECOGEOS en vue de constituer un dossier de fin de suivi de post-exploitation du site. Ces études portent, en particulier, sur : <ul style="list-style-type: none">- Étude 1 : étude sur la qualité du lixiviat ;- Étude 2 : étude définissant les modalités techniques et pratiques pour s'affranchir de l'action de traitement des lixiviats par la STEP de Tougas ;- Étude 3 : étude de caractérisation du phénomène de bouchage du réseau de collecte des lixiviats ;- Étude 4 : étude d'un moyen permettant de garantir un réseau de collecte des lixiviats fonctionnant de manière optimale afin d'éviter des débordements ;- Étude 5 : étude sur la stabilité en masse du massif garantissant la pérennité de son intégrité et du réseau de collecte des lixiviats ;- Étude 6 : étude sur l'impact du massif de déchets sur les eaux souterraines ;- Étude 7 : étude sur la capacité de production de biogaz que le massif de déchets est en mesure de produire permettant d'établir une durée d'exploitation optimale de la torchère ;- Étude 8 : étude sur l'efficacité et la dégradation dans le temps de la perméabilité des couches argileuses qui ont été installées lors de la réhabilitation du site. Plusieurs recommandations (concernant la réalisation de travaux ou la modification des conditions d'exploitation) sont émises dans ces études. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'analyse de ces études est en cours et que les actions mises en œuvre en vue de la fin d'exploitation seront définies dans le cadre d'un nouveau marché public.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser l'échéancier envisagé pour déposer le dossier de fin de suivi ainsi que les travaux qui seront réalisés dans ce cadre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Gestion des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Article 5-4 : (...) Les étiers principaux entourant la décharge sont régulièrement curés et recalibrés

afin de permettre un libre écoulement des eaux extérieures au site.

Article 6-1 : Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets, passent avant leur rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

Les aménagements créés pour la collecte de ces eaux (fossés, bassins, ...) sont conçus et exécutés de manière à respecter l'épaisseur minimale fixée par la couverture argileuse du site et à ne pas engendrer de points d'infiltration dans les déchets (...).

Article 6-3 : (...) Le contrôle des eaux superficielles est réalisé dans les étiers au droit des points de rejets du site (trop plein des bassins de collecte des eaux de ruissellement (...)).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétée par d'autres. (...)

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les eaux de ruissellement sont collectées sur le site via un réseau de fossés périphériques et rejoignent deux bassins étanches : l'un au Nord d'un volume de 5 000 m³ et l'autre au Sud d'un volume de 20 000 m³.

Les eaux collectées sont alors rejetées par surverse dans les étiers périphériques. L'exploitant a précisé que des vannes permettent d'isoler les bassins le cas échéant.

Il a été constaté, au niveau du bassin situé au Nord, un fort développement de la végétation (dans et autour du bassin) pouvant remettre en cause son étanchéité, ainsi qu'un soulèvement d'une partie de la bâche (au niveau central) limitant le volume de stockage.

De même, en mai 2025, l'exploitant a constaté une déchirure de la bâche d'étanchéité du bassin situé au Sud. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les travaux de réparation seront réalisés prochainement.

L'exploitant a précisé que sont également prévus des travaux d'entretien et de curage des fossés de collecte et des étiers.

Des analyses sur les eaux rejetées au niveau de chaque bassin sont réalisées trimestriellement ; les résultats de mesure sont joints au rapport annuel. En 2024, les prélèvements ont été réalisés en mars, mai, juillet et novembre.

Enfin, l'étude 8 sur l'efficacité et la dégradation dans le temps de la perméabilité des couches argileuses qui ont été installées lors de la réhabilitation du site réalisée dans le cadre de la fin de suivi du site souligne les points suivants :

- "L'analyse de la morphologie des pentes sur le site a mis en évidence des perturbations de l'écoulement des eaux pluviales de faible ampleur sur le site hormis pour 6 zones qui présentent des pentes nulles ou très faibles (surface concernée d'environ 4,6 ha)"; il est alors préconisé de réaliser des travaux de terrassement au niveau de ces zones permettant de mettre en œuvre une pente minimale de 5 %;

- Concernant la gestion des eaux pluviales, 3 points majeurs sont soulignés : « le manque d'ouvrages de gestion des eaux pluviales », « la présence d'ouvrages non adaptés ou non fonctionnels (ouvrage avec une pente trop faible, ouvrage colmaté, ouvrage en terre et enherbé ne permettant pas un écoulement efficace des eaux, ouvrage non entretenu) » et « un très mauvais état de surface de la couverture (ornières, zones remaniées) dans le parc photovoltaïque au nord-est » du site. Il est alors proposé d'augmenter le nombre d'ouvrages de collecte des eaux pluviales (implantation de fossés trapézoïdaux étanches, de tranchées drainantes) et de curer, reprendre les pentes et les profils et étancher les ouvrages actuellement en place ;

- Concernant l'évaluation qualitative de la couverture finale, les investigations géotechniques réalisées au sein de la couverture finale mettent en évidence une forte variabilité qu'il s'agisse de la

qualité ou de l'épaisseur de la couverture. Cependant, les essais réalisés mettent en évidence une couverture peu perméable et constitué de matériaux relativement fins. Il est préconisé la réalisation de travaux de reprise sur les zones présentant de faibles épaisseurs, ce qui représente une surface d'environ 36 000 m².

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder aux travaux d'entretien des fossés de collecte et des étiers et aux travaux d'entretien et de réparation au niveau des bassins de stockage afin de garantir leur étanchéité. Il précisera les dispositions prises en ce sens.

L'exploitant précisera également les dispositions envisagées pour prendre en compte les recommandations figurant dans l'étude 8 réalisée dans le cadre de la fin de suivi du site.

L'exploitant poursuivra l'analyse par suivi de tendance des résultats de la surveillance de la qualité des eaux superficielles (présentée dans l'étude 1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Gestion des lixiviats - Collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les lixiviats présents et produits dans les casiers de stockage des déchets sont régulièrement pompés afin de limiter au niveau le plus faible possible la charge hydraulique en fond de casier. (...)

Constats :

Les lixiviats sont collectés :

- d'une part, via un réseau principal de canalisations raccordé à 83 puits mixtes (lixiviats + biogaz) équipés de pompes ;

- et d'autre part via un drainage périphérique situé en pied de talus et raccordé à un réseau de drains et regards (dont 13 sont équipés de pompes).

Les lixiviats pompés sont alors dirigés vers une station de pré-traitement physico-chimique.

L'exploitant a précisé que des travaux de mise à jour du plan des réseaux de collecte avec géolocalisation de chaque équipement devraient être finalisés d'ici fin 2025.

En 2024, 56 127 m³ de lixiviats bruts ont été pompés, le débitmètre étant situé en entrée de la station de pré-traitement. L'exploitant n'a pas pu préciser les zones générant le plus de lixiviats, le nombre d'heures de fonctionnement de chaque pompe n'étant pas suivi.

Des travaux de maintenance sont réalisés sur le réseau principal périodiquement ; par contre, il n'est pas possible de réaliser de vidéo inspection sur les réseaux secondaires (de trop faible diamètre) et sur les réseaux périphériques (car restant en eau).

Par ailleurs, il est constaté régulièrement, lors des périodes de fortes pluviométries, des débordements au niveau de certains puits de pompage, en particulier, dans les zones Nord et Sud-Ouest du site.

L'exploitant précise, cependant, que les mesures réalisées sur ces eaux correspondent à des lixiviats qui seraient mélangés avec des eaux de ruissellement (ce qui dilue fortement la charge polluante).

L'étude 4 concernant l'optimisation du réseau de collecte des lixiviats afin d'éviter les débordements réalisée dans le cadre de la fin de suivi du site propose 3 axes de travail :

- Axe 1 : Augmentation du pompage de lixiviats dans les regards périphériques pour prévenir les phénomènes de débordements ;

<p>- Axe 2 : Augmentation importante du pompage de lixiviats dans les puits mixtes pour abaisser la charge hydraulique dans le massif de déchets ;</p> <p>- Axe 3 : Empêcher la précipitation de carbonate de calcium en injectant préventivement une solution anti-tartre adaptée.</p> <p>L'exploitant a précisé que des travaux au niveau de certains regards périphériques seront réalisés prochainement pour limiter les débordements. Par contre, il n'envisage pas d'injecter une solution anti tartre dans les réseaux.</p> <p>L'étude 4 précise également que « le réseau de pompage et de collecte des lixiviats semble globalement sous-dimensionné » et que les « observations de terrain ont mis en évidence un défaut de maintenance ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise à jour du plan des réseaux de collecte permettant de géolocaliser chaque équipement.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des solutions permettant de prévenir tout débordement d'eaux au niveau du réseau de collecte des lixiviats. Il précisera les travaux prévus prochainement au niveau des réseaux de collecte.</p> <p>L'exploitant précisera également les dispositions envisagées pour prendre en compte les recommandations figurant dans l'étude 4 réalisée dans le cadre de la fin de suivi du site (axes 1 à 3) ainsi que les observations concernant le dimensionnement et la maintenance des équipements.</p> <p>Les dispositions mises en place doivent également permettre de limiter au niveau le plus faible possible la charge hydraulique en fond de casier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°6 : Gestion des lixiviats - Traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les lixiviats collectés font l'objet de contrôles analytiques en vue de leur déversement au réseau public d'assainissement qui rejoint la station d'épuration de Tougas. Une convention de rejet avec le gestionnaire de cet ouvrage est établie. Pour leur rejet au réseau d'assainissement précité, les lixiviats doivent respecter les caractéristiques définies dans la convention de rejet. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les lixiviats pompés sont dirigés vers une station de pré-traitement physico-chimique.</p> <p>Les eaux traitées sont transférées vers la station d'épuration de Tougas.</p> <p>Une convention de rejet avec le gestionnaire a été établie en août 2017 et a été renouvelée récemment par avenant jusqu'en juin 2028. Un travail de mise à jour de la convention a été lancé en parallèle.</p> <p>En 2024, 56 127 m³ de lixiviats bruts ont été pompés. Au jour de l'inspection, la quantité pompée sur 2025 était de l'ordre de 38 400 m³.</p> <p>Les boues sont stockées sur site et évacuées en tant que déchets lors des arrêts techniques trimestriels.</p> <p>Un suivi des rejets est mis en place conformément aux dispositions définies dans la convention de rejet.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a fait part de quelques non-conformités récurrentes sur le paramètre Fer qui pourraient nécessiter d'adapter le pré-traitement à terme.</p>

Les études 1 et 2 concernant les besoins de traitement des lixiviats pour rejet au milieu naturel réalisées dans le cadre de la fin de suivi précisent, en conclusion, que « compte-tenu de la fiabilité de cette solution et en vue de la fin de la post-exploitation du site, la poursuite du traitement des lixiviats de la décharge en STEP de Tougas semble présenter la meilleure alternative technico-économique. Si le traitement en STEP de Tougas se poursuit dans les années à venir, il pourrait être opportun de mener une étude d'optimisation de la station de pré-traitement qui semble réaliser un abattement assez limité. »

Enfin, dans le cadre de l'AM du 20-06-2023, l'exploitant a été invité à réaliser des analyses des PFAS sur les rejets de lixiviats traités. L'exploitant a alors précisé que les premiers prélèvements seront réalisés en octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les dispositions envisagées pour faire suite aux recommandations des études 1 et 2 réalisées dans le cadre de la fin de suivi du site, en particulier, concernant l'optimisation de la station de pré-traitement, ce qui pourrait répondre aux non-conformités constatées sur le paramètre Fer sur les eaux dirigées vers la STEP de Tougas et aux futures exigences qui pourront être imposées dans la convention de rejet.

L'exploitant confirmera la réalisation des prélèvements pour l'analyse des PFAS sur les rejets d'eaux traitées entre octobre et décembre 2025. Il précisera la liste des PFAS qui seront analysés dans ce cadre et transmettra les résultats des mesures via l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les biogaz produits dans les casiers de stockage de déchets sont régulièrement collectés par un réseau conçu et dimensionné pour capter de façon optimale ce dernier et le transporter vers une installation d'élimination par brûlage (torchère). (...)

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. La fréquence des analyses est a minima semestrielle.

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de la combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent. La valeur limite d'émission de CO est de 150 mg/Nm³. (...).

Constats :

En 2024, 931 521 m³ de biogaz ont été captés et brûlés dans la torchère. L'exploitant précise constater une décroissance de production de biogaz depuis 2012, liée à l'ancienneté des déchets enfouis.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques de la torchère réalisé en mai 2025. Les résultats des mesures réalisées sur le CO, SO₂, HCl et HF sont conformes.

Ce contrôle inclut également les analyses sur la composition du biogaz ; le pourcentage de méthane est autour de 30 %.

Sur le terrain, il a été constaté la présence d'une torchère en fonctionnement ; la température de combustion était supérieure à 900 °C.

L'étude 7 concernant la capacité de production de biogaz du site réalisée dans le cadre de la fin du suivi préconise de continuer à gérer le biogaz comme actuellement jusqu'à atteindre le seuil de non-faisabilité technique de fonctionnement de la torchère ; la production pourrait passer sous le seuil de 10 m³/h entre 2028 et 2031. Il est également proposé, afin d'améliorer la dégradation du méthane par la couverture, d'ajouter un compost grossier améliorant la teneur en matière organique de la couverture en place. De plus, lors de l'évaluation des émissions surfaciques de méthane, il a été mis en évidence des points singuliers, en particulier, au niveau des puits mixtes (dont 6 présentant des valeurs supérieures à 1 000 ppm). Il est alors préconisé de poursuivre le suivi de ces émissions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les dispositions envisagées pour répondre aux conclusions de l'étude 7, en particulier, sur les émissions diffuses de méthane. Il étudiera la possibilité de réaliser des travaux au niveau des points singuliers identifiés, afin de limiter ces émissions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 6-3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le site dispose d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines et superficielles autour de celui-ci. (...)

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est conforme à la proposition transmise dans l'annexe 2 - Étude sur le réseau des piézomètres remise par courrier du 08-10-2013 (...).

Les piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut, aux bonnes pratiques.

Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en période de hautes et de basses eaux. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles est le suivant : [Tableau]. (...)

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. (...)

Constats :

En 2024, l'exploitant a fait procéder à la réalisation de mesures sur la qualité des eaux souterraines en mai et en novembre.

Celle-ci est réalisée sur un réseau de 6 piézomètres dont 5 ont été remplacés en 2023.

En effet, il a été constaté que les piézomètres mis en place en 2016 en aval hydraulique ont été crépinés de manière inadaptée et interceptaient, en conséquence, la nappe perchée susceptible d'être impactée par les lixiviats en plus de la nappe alluviale.

Dans les rapports transmis avec le rapport annuel, il est précisé que les prélèvements n'ont pas pu être réalisés sur le piézomètre P0b situé en amont hydraulique ni en mai ni en novembre 2024, car

l'accès au piézomètre était soit inondé soit marécageux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès à l'ensemble des piézomètres soit possible pour réaliser la surveillance de la qualité des eaux souterraines ; l'absence de données sur le seul piézomètre situé en amont hydraulique est préjudiciable à l'analyse des résultats. Ceci ne permet également pas de confirmer le sens d'écoulement des eaux. L'exploitant confirme que les nouveaux piézomètres ont été nivelés afin de pouvoir déterminer le sens d'écoulement des eaux. Enfin, il transmettra, à l'inspection des installations classées, les documents justifiant du comblement dans les règles de l'art des 5 précédents piézomètres et de la déclaration préalable auprès du BRGM des 5 nouveaux piézomètres, en application de l'article L411-1 du code de l'environnement (Téléprocédure DUPLOS).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Autres activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, articles 2-1 et 2-2
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Article 2-1 : Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (...). Article 2-2 : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté, sur site, la réalisation d'activités connexes tels que l'exploitation d'une déchetterie ou la mise en place de panneaux photovoltaïques. Cependant, au Nord-Est du site, sont entreposés dans une zone dédiée et clôturée des matériaux inertes et non inertes. Cette activité est susceptible de relever de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes). De plus, il a été constaté la présence de déchets non dangereux (en particulier, des pneus).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit informer le préfet des modifications apportées aux installations. En particulier, il précisera les activités réalisées au Nord-Est du site et étudiera, notamment, l'impact de ces activités sur la couverture du site. Le classement des activités au titre des ICPE sera précisé. Les déchets non dangereux dont la présence a été constatée lors de la visite seront éliminés dans les filières autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois